

Table des matières

Introduction	9
Alice SINON	
Préface. Les droits humains à l'épreuve de la migration	17
Françoise TULKENS	
La problématique : la détention de familles migrantes avec enfants mineurs	23
Marjan CLAES, Charlotte COENEN et Julie LEJEUNE	
Avant-propos – Fridtjof Nansen et Rosa Parks : inspirés et inspirants – Une contribution pour ouvrir les étudiants en droit au sentiment de justice sociale	23
Julie LEJEUNE	
Introduction	24
Titre 1. La détention d'enfants migrants en Belgique	25
Chapitre 1. Le contexte	25
Chapitre 2. Les fondements légaux de la détention de migrants mineurs accompagnés	27
Chapitre 3. Les nouvelles mesures d'exécution introduites par l'arrêté royal du 2 juillet 2018	29
Titre 2. La détention des enfants migrants et l'intérêt supérieur de l'enfant	33
Titre 3. La détention des familles de migrants avec enfants mineurs	36
Chapitre 1. Au niveau universel, la détention d'enfants est purement et simplement interdite	36
Chapitre 2. Au niveau européen, la détention des enfants est admise à titre d'exception	39
Chapitre 3. Les conditions de détention en droit européen	41
Section 1. Les conditions fondées sur l'article 5 de la CEDH	41
Section 2. Les conditions fondées sur l'article 8 de la CEDH	45

Chapitre 4.	Les conditions fondées sur les directives retour et accueil de l'Union européenne	48
Chapitre 5.	La condition imposée par l'article 12 de la Convention relative aux droits de l'enfant	51
Titre 4.	Les conditions dans lesquelles les enfants sont détenus	53
Chapitre 1.	La détention des enfants est toujours néfaste, quelles qu'en soient les conditions	53
Chapitre 2.	Les conditions jugées indispensables en cas de détention	56
Chapitre 3.	Les conditions de détention en maisons familiales et au centre de rapatriement 127 <i>bis</i>	62
	Section 1. Les clôtures, caméras, et présence de surveillants	63
	Section 2. Danger pour la santé des enfants en raison de la proximité de l'aéroport	63
	Section 3. La formation du personnel	67
	Section 4. Les risques d'arrestation traumatique	68
Conclusion		68
Les droits fondamentaux des mineurs en centres fermés face à la pollution		71
Léna LAHAYE		
Préambule		71
Titre 1.	Le 22 juillet 2018 : une date sombre pour les droits de l'enfant	72
Chapitre 1.	Un recul face à l'enfermement des enfants	72
	Section 1. Mise en contexte préalable	72
	Section 2. La directive « retour » de l'Union européenne, pivot à l'arrêté royal du 22 juillet 2018	73
	Section 3. L'arrêté royal du 22 juillet 2018 et l'apparition des maisons familiales en centre fermé	76
Chapitre 2.	Contestation face à la réintégration des familles en centre fermé : recours en annulation et demande de suspension	84
	Section 1. Introduction	84
	Section 2. Conclusions des parties	84
	Section 3. Avis nuancé de l'auditeur du Conseil d'État quant à la suspension	92

Section 4.	Suspension de l'article 13 de l'arrêté royal du 22 juillet 2018 et sortie des familles du centre fermé	93
Section 5.	En attente d'une décision relative à l'annulation de l'article 13 de l'arrêté royal du 22 juillet 2018	94
Chapitre 3.	Vers des modes alternatifs à la détention ?	95
Titre 2.	Nouvelle clé d'analyse : la pollution atmosphérique en Belgique et autour du centre fermé 127 <i>bis</i>	97
Chapitre 1.	Objectif de la recherche : pourquoi la pollution atmosphérique ?	97
Chapitre 2.	Le droit face à la pollution atmosphérique	98
Section 1.	Introduction, définition et constats	98
Section 2.	L'adoption d'une multitude de normes internationales et nationales	99
Section 3.	Mesures de protection de la santé adoptées en réponse aux normes	103
Chapitre 3.	Les impacts de la pollution atmosphérique autour de l'aéroport de Zaventem : et les enfants alors ?	105
Section 1.	La réalité de la pollution atmosphérique autour de l'aéroport de Zaventem	106
Section 2.	Des études révélatrices de l'impact de la pollution atmosphérique : les experts unanimes sur les conséquences pour les enfants	110
Section 3.	Que penser de l'attitude de l'État belge ?	112
Chapitre 4.	La Belgique viole-t-elle ses obligations nationales et internationales en enfermant des mineurs dans le centre fermé 127 <i>bis</i> ?	113
Section 1.	Introduction	113
Section 2.	Le phénomène d'exception migratoire : double constat	113
Section 3.	Réflexion au regard des principes généraux de droit sur l'enfermement des mineurs migrants et leur exposition à la pollution	116
Conclusions		129

Les alternatives à la détention	131
Amélie ROLIN	
Introduction	131
Titre 1. Les composantes essentielles des alternatives efficaces à la détention	133
Chapitre 1. Évaluation et orientation	133
Chapitre 2. Accès à l'information	134
Chapitre 3. Assistance juridique et sociale	134
Chapitre 4. Suivi individualisé des dossiers	135
Chapitre 5. Protection de la dignité humaine et des droits fondamentaux	136
Chapitre 6. Susciter la confiance et le respect dans la procédure d'asile et de migration	136
Titre 2. Modèle d'évaluation et de placement communautaire de l' <i>International Detention Coalition</i> adapté à l'enfant	137
Chapitre 1. Étape 1 : Prévention	137
Chapitre 2. Étape 2 : Évaluation et orientation	138
Section 1. Standards minimaux d'accueil	139
Section 2. Placement communautaire	141
Chapitre 3. Étape 3 : Gestion et traitement	147
Chapitre 4. Étape 4 : Réexamen et sauvegarde	148
Chapitre 5. Étape 5 : Résolution du cas	148
Titre 3. Projets pilotes	149
Chapitre 1. Belgique : <i>Plan Together</i> de J.R.S.	149
Chapitre 2. Bulgarie, Chypre et Pologne	150
Chapitre 3. Pays-Bas : <i>Landelijke Vreemdelingenvoorzieningen</i>	151
La détention de familles migrantes avec enfants mineurs à la lumière de la théorisation ancrée	155
Aline BODSON	
Introduction	155
Titre 1. La méthodologie	156
Chapitre 1. La modélisation de la recherche	157
Section 1. La question de recherche	157

Section 2. Les hypothèses de recherche	157
Chapitre 2. La méthode d'analyse : la théorisation ancrée	159
Section 1. L'échantillonnage	160
Section 2. La méthode	163
Titre 2. L'analyse empirique	166
Chapitre 1. Jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme	166
Chapitre 2. L'article 74/9 de la loi du 15 décembre 1980	171
Section 1. L'analyse des arguments de l'auteur du texte	171
Section 2. L'analyse des arguments échangés lors des débats parlementaires	173
Chapitre 3. L'arrêt 166/2013 du 19 décembre 2013 de la Cour constitutionnelle	176
Chapitre 4. La mise en relation de l'analyse des différents matériaux	178
Titre 3. Des réflexions autour du concept d'intérêt supérieur de l'enfant	181
Chapitre 1. L'évolution du concept d'intérêt supérieur de l'enfant	182
Section 1. L'avènement de la notion d'intérêt de l'enfant	182
Section 2. Le modèle protectionnel	182
Section 3. Le modèle des droits de l'enfant	183
Chapitre 2. Les critiques de la détention des enfants migrants au nom de l'intérêt supérieur de l'enfant	185
Chapitre 3. Les alternatives belges à la détention	187
Conclusion	190
Quelle force pour les constatations des comités onusiens des droits de l'homme ? Le cas particulier du Comité des droits de l'enfant	193
Sabrina CHANNAOUI	
Introduction	193
Titre 1. Le Comité des droits de l'enfant	194
Chapitre 1. Origine	194
ANTHEMIS	317

Chapitre 2.	Composition et fonctions	196
	Section 1. Composition	196
	Section 2. Fonctions	197
Titre 2.	Réception des constatations onusiennes par les États	201
Chapitre 1.	Mise en œuvre des constatations par les États parties	202
	Section 1. Aperçu général	202
	Section 2. Condamnations de la Belgique par les Comités onusiens	209
Chapitre 2.	Positions des juridictions nationales	214
Titre 3.	La bonne foi en droit international : source d'obligations	217
Chapitre 1.	Principe de bonne foi en droit international public	218
	Section 1. Notion	218
	Section 2. Consécration de la bonne foi en droit international et sous l'égide des Nations unies	219
Chapitre 2.	Obligations juridiques découlant du principe de bonne foi	221
	Section 1. Le principe de bonne foi appliqué à l'exécution des mesures provisoires	222
	Section 2. Le principe de bonne foi appliqué aux constatations des Comités onusiens	224
	Section 3. Bonne foi et obligation de donner un effet juridique aux mesures provisoires et aux constatations	230
Titre 4.	Valeur reconnue aux constatations des Comités onusiens par le juge belge	231
Chapitre 1.	Applicabilité directe de la Convention relative aux droits de l'enfant	232
	Section 1. Notion d'effet direct	233
	Section 2. Appréciation, par le juge belge, de l'effet direct des dispositions de la Convention relative aux droits de l'enfant	235
	Section 3. Apport des constatations du Comité des droits de l'enfant	242
Chapitre 2.	Examen au fond de l'action en responsabilité civile	244
	Section 1. Spécificités de la responsabilité des pouvoirs publics dans l'exercice de la fonction d'administrer	246
	Section 2. Valeur juridique des constatations	249
Conclusion		256

L'enfermement d'enfants migrants à la lumière de la jurisprudence belge et strasbourgeoise	259
Laura COOLS	
Introduction	259
Titre 1. Photographie synthétique des normes applicables	259
Chapitre 1. Le droit international et européen	259
Chapitre 2. Le droit belge	262
Titre 2. La détention d'enfants migrants dans la jurisprudence de la Cour européenne	265
Chapitre 1. Interdiction de la torture et des traitements inhumains ou dégradants (article 3 CEDH)	265
Chapitre 2. Droit à la liberté et à la sûreté (article 5 CEDH)	267
Chapitre 3. Droit au respect de la vie privée et familiale (article 8 CEDH)	268
Chapitre 4. La référence à l'intérêt supérieur de l'enfant migrant	269
Titre 3. Le contrôle de la légalité de l'enfermement des enfants migrants par le juge belge	284
Chapitre 1. L'auteur du contrôle	284
Chapitre 2. Les instruments du contrôle	284
Chapitre 3. La jurisprudence belge en matière de l'enfermement des enfants migrants	287
Conclusions	289
Quand se renvoyer la balle transforme les voies de recours en matière de détention d'enfants en un dédale kafkaïen	291
Emmanuelle BRIBOSIA et Germain HAUMONT	
Introduction	291
Titre 1. L'arrêt du Conseil d'État	291
Chapitre 1. L'acte attaqué : l'arrêté royal du 22 juillet 2018 définissant le régime de détention des étrangers dans les « maisons familiales »	291
Chapitre 2. L'arrêt du Conseil d'État : une annulation de certaines dispositions litigieuses	292
ANTHEMIS	319

Titre 2.	Une jurisprudence en forme de dédale kafkaïen	295
Chapitre 1.	Antécédents : du constat de violation à Strasbourg au brevet constitutionnel	295
Chapitre 2.	Espoirs et désillusions devant le Conseil d'État	297
Chapitre 3.	Du (non-)usage de la jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme en contentieux objectif	300
	Conclusions : 2008-2021, du cri à la démonstration	303
	Thierry MOREAU et Sylvie SAROLÉA	
	Annexes	310